

**Dans quel contexte va se jouer cette échéance : autour de quels enjeux sociaux, économiques et politiques ? Dans quel cadre électoral et quelle configuration des rapports de forces à gauche et à droite ?**

**1/ Ces élections, présidentielle et législative, vont-elles nous permettre de commencer à rompre avec la politique néolibérale** poursuivie de façon résolue par Sarkozy, Hollande et MACRON et aggravée durant chacun des trois quinquennats ?

Une politique dont Denis Kessler (MEDEF) avait clairement énoncé l'objectif : démolir tout le contrat social issu du rapport de forces construit à l'issue de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, grâce au programme du CNR et indissociablement, grâce aux poids dominants du PCF à gauche, et de la CGT au plan syndical.

Bref, allons-nous en reprendre encore pour cinq ans de destruction de nos services publics, de la Sécurité Sociale et du droit du travail (Code du travail et statut de la Fonction Publique), ces trois piliers de notre République donnant une dimension concrète aux principes d'égalité, de liberté et fraternité ou bien existe-t-il un moyen de bloquer ce processus de régression et d'amorcer la reconquête pour le progrès social ?

**2/ L'élection présidentielle est le cadre le moins approprié au débat démocratique.** Cette élection n'est en rien comparable avec un référendum tel que celui qui a pu s'imposer autour du TCE en 2005 et qui avait connu une floraison de débats et de confrontations citoyennes ! La dernière élection présidentielle l'a encore montré : il n'y a pas de place pour des débats de fond, tant sur l'appréciation contradictoire du bilan du quinquennat écoulé que sur les projets pour le quinquennat futur.

Alors, marchons sur nos deux jambes en menant une critique impitoyable de cette institution archaïque et perverse (a), et en assumant d'être à contre-courant (b), d'avoir un vrai candidat anti-système !

### **Une présidence illégitime**

a) L'élection présidentielle, par l'onction du suffrage universel, confère à la personne élue un pouvoir exorbitant, contraire aux besoins de la démocratie républicaine.

Le Président élu, parce qu'il a recueilli des millions de voix sur sa seule personne, peut s'affirmer comme bien davantage légitime que chacun des députés pris isolément et tous ensemble réunis en Assemblée Nationale (Emmanuel MACRON a recueilli 20,7 millions de voix au 2<sup>ème</sup> tour de la présidentielle, alors que les 18.176.066 voix recueillies par l'ensemble des votes pour l'Assemblée Nationale, dont 7.826.245 pour LREM, s'éparpillent sur 577 députés élus).

C'est ce que dénonçait dès sa création Karl MARX. (« *Les luttes de classes en France - le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* »).

**L'inversion du calendrier électoral, à laquelle le PCF s'était opposé**, mais qui fût adoptée par référendum en Septembre 2000 et appliquée en 2002, a fait primer l'élection présidentielle sur l'élection législative, ce qui aggrave encore les tendances antidémocratiques de la 5<sup>ème</sup> République par la présidentialisation du régime entraînant une dès-émancipation citoyenne.

Dépendante des résultats de l'élection présidentielle, l'élection législative devient subalterne, et une étape facultative aux yeux de nos concitoyens comme en témoigne sa désaffection grandissante à y participer. (20.164.615 votants au 2<sup>ème</sup> tour de la législative 2017 contre 34.887.208 au 2<sup>ème</sup> tour de la présidentielle !).

A cette régression démocratique s'ajoute la bipolarisation de l'enjeu dû au mode de scrutin uninominal à deux tours qui finit d'achever le discrédit de la représentation politique. Pour preuve, en 2017, le candidat MACRON n'a recueilli au 1<sup>er</sup> tour que les voix de 18% des électeurs inscrits et ne doit son mandat de Président au 2<sup>ème</sup> tour que par le rejet de la candidate de l'extrême droite et non par une adhésion à son programme.

## **Stop au choix de la servitude volontaire !**

b) Assumons d'être à contre courant, de jouer un autre jeu ! Comme nous savons que notre candidat ne sera pas élu président et que nous poursuivons d'autres objectifs, tirons-en toutes les conséquences.

### **Nous aurons contre nous toute la machinerie de l'élection présidentielle et ses objections rituelles ...**

Le scrutin majoritaire à deux tours et les sondages à son service vont comme d'habitude réduire l'enjeu à une bipolarisation entre les candidatures de MACRON et LE PEN, déjà annoncées officieusement. L'agenda médiatique au service du pouvoir va continuer de les faire monter en puissance à coups de campagne contre le soi-disant « islamo-gauchisme » et le « séparatisme », cherchant ainsi à évacuer les enjeux sociaux ou à ne les aborder et ne les traiter que par des biais racistes et/ou nationalistes !

Toutes les légitimes questions citoyennes autour de l'appréciation du bilan du quinquennat écoulé et à propos des projets proposés pour le futur quinquennat ne mériteront aucune discussion approfondie ! Cela n'empêchera nullement ensuite la personne élue de se réclamer d'une approbation par l'électorat de son projet ! Escroquerie intellectuelle qui résume la mécanique de l'élection présidentielle.

### **... Mais nous aurons aussi à affronter de sérieuses objections ...**

- est-ce que notre candidature PCF pour l'élection présidentielle peut être utile à empêcher la politique de casse sociale généralisée ?
- Est-ce que notre candidature PCF à la présidentielle va aider à déployer une stratégie de rassemblement pour contribuer à mettre en échec ce « no futur » promis par le duo LE PEN – MACRON ?

### **... et à proposer une réponse : celle de pouvoir voter pour la législative avant la présidentielle**

**Tant qu'à vouloir jouer un autre match que l'élection d'un président**, car nous voulons mettre en débat nos choix communistes, **jouons-le en nous donnant vraiment les chances de gagner** et mobilisons-nous :

**- pour que les élections législatives soient replacées en priorité avant l'élection présidentielle.**

- Pour construire le programme législatif de façon réellement innovante : tant dans ses contenus, en ouvrant large le champ des confrontations et des partenaires possibles que dans sa démarche, en proclamant que sa mise en œuvre, ne dépendra pas entièrement d'une Assemblée Nationale et d'un gouvernement, mais devra reposer sur une démocratie réelle, renouvelée et réinventée, par exemple à l'aide de Conférences Citoyennes, et de Référendum d'Initiative Citoyenne largement et longuement préparés par des débats décentralisés au plus près des lieux de vie citoyenne

### **3/ La division des forces de gauche et la domination des forces réactionnaires peuvent-elles laisser espérer une autre issue que la défaite du camp progressiste ?**

L'invocation de l'abstention comme premier adversaire de la gauche, si elle pointe un véritable obstacle qu'il faut s'efforcer de surmonter, ne fait-elle pas en même temps l'impasse sur ce qui constitue une des motivations de l'abstention, en tout cas pour l'électorat de gauche : la division justement des forces de gauche ?!